



Département
de l'Essonne
Arrondissement
d'Evry-Courcouronnes

VILLE DE DRAVEIL

ARRETE DU MAIRE

N° 26-01-016

Service : *Services Techniques*
Affaire suivie par : GC / LP / EM

Nomenclature :
Objet :

6 – Libertés publiques et Pouvoirs de Police – 6.1 Police Municipale

Réglementation temporaire du stationnement des véhicules sur 3 places situées partie basse du parking Chapuis côté café-culture, 97 bis Bd Henri Barbusse à Draveil.

Le Maire

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Art R421-1 du Code de Justice Administrative : La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-2 du CJA : Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-3 du CJA : Toutefois, l'intéressé n'est forcé qu'après un délai de deux mois à compter du jour de la notification d'une décision expresse de rejet :

1° Dans le contentieux de l'excès de pouvoir, si la mesure sollicitée ne peut être prise que par décision ou sur avis des assemblées locales ou de tous autres organismes collégiaux ;

2° Dans le cas où la réclamation tend à obtenir l'exécution d'une décision de la juridiction administrative.

Art R421-4 du CJA : les dispositions des articles R421-1 à R421-3 ne dérogent pas aux textes qui ont introduit des délais spéciaux d'une autre durée.

Art R421-5 du CJA : Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision. La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Versailles. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

Notification le

Publication le

Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 ; L.2213-1 et L.2213-2 ;

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de la Route, notamment les articles R 411-25 à R 411-28 et R 417-9 à R 417-12 ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Pénal ;

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant ;

VU la demande de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine, en date du 14 janvier 2026 ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur le domaine public afin de préserver notamment la commodité de la circulation et la sécurité publique sur 3 places situées partie basse du parking Chapuis côté café-culture, 97 bis Bd Henri Barbusse à Draveil, afin de permettre la collecte mobile des textiles,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La collecte mobile des textiles, chaussures, maroquinerie, vaisselle, livres et jouets par un camion sera réalisée de **13h00 à 18h00** le :

- **MARDI 27 JANVIER 2026**
- **MARDI 24 FEVRIER 2026**
- **MARDI 24 MARS 2026**
- **MARDI 28 AVRIL 2026**
- **MARDI 19 MAI 2026**
- **MARDI 23 JUIN 2026**
- **MARDI 28 JUILLET 2026**
- **MARDI 22 SEPTEMBRE 2026**
- **MARDI 27 OCTOBRE 2026**
- **MARDI 24 NOVEMBRE 2026**
- **MARDI 15 DECEMBRE 2026.**

ARTICLE 2 :

Le stationnement des véhicules sera temporairement interdit et considéré comme gênant, sur 3 places, partie basse du parking Chapuis, côté café-culture, de 12h00 à 19h00 :

- La mise en place de barrières sera assurée par le Centre technique Municipal.

ARTICLE 3 :

Les contraventions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux articles R 411-26 et R 413-14 du Code de la Route.

ARTICLE 4 :

Un exemplaire du présent arrêté devra être affiché sur les lieux 7 jours avant le début de l'interdiction de stationnement par le Centre Technique Municipal et retiré à son issue.

ARTICLE 5 :

Le Commissaire de Police, la Directrice Générale des Services, le Responsable des Services Techniques de la Ville et le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié.



Fait à Draveil, le

19 JAN 2026

Sylvain PAQUET
5^{ème} Maire Adjoint en charge des Travaux,
de la Gestion du Patrimoine Bâti et la Voirie